

TAXER LES MILLIARDAIRES... ET LES DÉPOSSÉDER DES MÉDIAS !

Sale temps pour l'éditocratie ! Après avoir patiemment contribué, il y a plus d'un an, à faire oublier la victoire de la gauche aux élections législatives, les chefferies éditoriales ont vu tomber leur « *homme de consensus* » (*Le Monde*), alias Michel Barnier, et leur « *homme du compromis* » (*L'Express*), alias François Bayrou.

Qu'à cela ne tienne ! Avec la nomination de Sébastien Lecornu au poste de Premier ministre, la presse reprend son souffle et télégraphie le discours des communicants, saluant « *l'habileté et la rondeur* » (*Le Parisien*) de ce « *fin négociateur* » (France Info), dont le CV passe au crible d'un journalisme politique impitoyable. Il « *affiche de nombreuses qualités* », analyse ainsi *La Voix du Nord*, avant d'entamer la liste : « *capacités à gérer les crises* » ; « *talents éprouvés de négociateur parlementaire* » ; « *méthode préférant la subtilité à l'affrontement direct* ». Journaliste... ou directeur RH ? Reste que parmi les plus vaillants gardiens de l'ordre, certains semblent perdre patience : « *Les élus ne parviennent pas à imaginer des gouvernements fondés sur la négociation et le compromis* », s'agace *Le Monde*, qui porte la voix d'un « *cercle de la raison* » inquiet, lassé de tant d'instabilité politique.

CONCERT DES GARDIENS DE L'ORDRE

Aussi les grands médias n'ont-ils pas accueilli d'un très bon œil le mouvement social du mois de septembre. Les chaînes d'information en continu ont émis tel un disque rayé – « *extrême gauche - ultra-gauche - black bloc - casseurs - violence - chaos* » – et les chefferies médiatiques ont suivi la feuille de route traditionnelle par temps de mobilisation : focalisation sur les « *effets* » des grèves – au détriment des causes ; invectives contre les manifestants ; interviews sous forme d'interrogatoires pour les syndicalistes ; sous-estimation de l'ampleur des manifestations.

À cela s'ajoute un journalisme de préfecture omniprésent : avant, pendant et après les mobilisations, l'angle sécuritaire verrouille le traitement médiatique. À propos du mouvement « *Bloquons tout* », le toutologue Nicolas Bouzou synthétise le crédo sur LCI : « *C'est pas une manifestation populaire, ce sont des actes de délinquance qui sont extrêmement graves, qu'il faut traiter comme des actes de délinquance* ». Dépolitiser et criminaliser la contestation sociale : telle est la tâche des acteurs répressifs, auxquels les médias dominants apportent tout leur concours.

Démobiliser d'une main ; appeler à « *négocier* » de l'autre : partie prenante de chaque conflit social, les chiens de garde n'aiment rien tant que mettre en scène le « *dialogue social* » et prescrire la politique du « *compromis* » pour mieux trier le bon grain « *réformateur* » de l'ivraie « *jusqu'au-boutiste* » au sein de la gauche partisane et syndicale.

« TAXE ZUCMAN » ÉDITOCRATIE EN PANIQUE

Les éditocrates ont beau faire la pluie et le beau temps dans les médias, ils peinent néanmoins à masquer leur inconfort face à la crise de régime et à la pression des revendications pour la justice sociale. En témoigne, ces dernières semaines, la place concédée par les chefferies éditoriales aux « *débats* » sur la taxe Zucman. Non pas par conviction... mais par opportunisme : « *Le fait que la bataille se concentre sur la fiscalité est un [...] signal d'alarme* », s'inquiète Françoise Fressoz dans *Le Monde*, qui conseille par conséquent « *de faire baisser la pression pour que la vague du dédagisme n'emporte pas tout* ».

Mais dans des médias toujours outrageusement dominés par les tenants du prêt-à-penser libéral – et possédés en grande majorité par des milliardaires constituant précisément le cœur de cible... de la taxe Zucman –, la mesure est loin d'avoir bonne presse. Chez les plus fervents défenseurs du capital, elle prend même des allures bolchéviques ! Un « *raisonnement fiscal*

[...] *spéculatif et dangereux* », déclare François Lenglet sur LCI. « *Hausses d'impôts, le patron des patrons dit non !* », proclame *Le Parisien* en Une. « *Stop aux enfumages économiques !* » s'emporte *L'Express*. Des *Échos* de Bernard Arnault à *La Tribune* de Rodolphe Saadé – où, selon Mediapart, la direction a proscrit le terme « *ultrariches* », jugé « *connoté et stigmatisant* » ! –, la presse économique frôle l'apoplexie. Même ambiance au *Figaro*, qui multiplie les publications « *contre la gauche "Zucman"* » et étrille le projet : « *épouvantail* », « *machine à casser les rêves* », « *délire fiscal* », « *danger qui menace l'économie française* », « *offensive antiriches* ». Ça branle dans le manche !

En cette matière – comme en tant d'autres –, l'état du débat public est un symptôme de la radicalisation de la classe dirigeante et de ses relais. Il nous rappelle à une urgence : mettre la question médiatique à l'agenda des luttes ! Déposséder les milliardaires des médias qu'ils contrôlent : un mot d'ordre pour les mobilisations actuelles ?



ACRIMED C'EST QUI, C'EST QUOI ?

Nous sommes journalistes, salarié-e-s des médias, universitaires, acteurs et actrices du mouvement social, « usagers » des médias.

Nous sommes un observatoire des médias né du mouvement social de 1995, dans la foulée de l'Appel à la solidarité avec les grévistes.

Nous portons une critique indépendante, radicale et intransigeante.

Acrimed est une association d'intérêt général à but non lucratif, ne perçoit aucune subvention et n'a pas recours à la publicité.

Notre site est gratuit, accessible sans condition. Vous pouvez nous soutenir :

- en adhérant
- en vous abonnant à notre revue
- et/ou en faisant un don à l'association, ouvrant droit à une réduction fiscale.

Retrouvez toutes nos productions articles, vidéos, tracts, revues, livres...



INFORMER

Informers sur l'information, son contenu et sur les conditions de sa production, sur les médias, sur les journalismes et les journalistes, grâce à la mise en commun de savoirs théoriques, de savoirs professionnels, de savoirs militants.

CONTESTER

Contester l'ordre médiatique existant, sa concentration, sa financiarisation, la marchandisation de l'information et de la culture, l'anémie du pluralisme et du débat politique, l'emprise des sondages (et des instituts qui en font commerce), les connivences, les complaisances, l'implication des entreprises médiatiques dans la contre-révolution néolibérale.

MOBILISER

Mobiliser et se mobiliser avec toutes les forces disponibles pour construire un véritable front de lutte. La question des médias est une question politique essentielle, elle doit le devenir ou le redevenir et doit faire l'objet d'un combat politique.

PROPOSER

Proposer des transformations en profondeur des médias. Si un autre monde est possible, d'autres médias le sont aussi. Et pour qu'un autre monde soit possible, d'autres médias sont nécessaires. C'est pourquoi Acrimed s'efforce d'élaborer des propositions, précises et concrètes, qui font l'objet d'un débat toujours ouvert au sein de l'association.



WWW.ACRIMED.ORG
SOUTENEZ LA CRITIQUE DES MÉDIAS !